

exercice 1 : Analyse de la hiérarchie des normes juridiques

Rappelez-vous : en droit, la seule chose qui change plus vite que les lois, c'est la façon dont vous essayez de les retenir la veille d'un TD ! 😊

Vérifiez l'exactitude des affirmations suivantes et corrigez-les si nécessaire :

La Constitution est inférieure aux traités internationaux.

b) Les directives européennes priment sur la Constitution nationale.

c) Il existe des règlements européens qui s'appliquent directement dans les États membres.

d) Un décret ministériel est supérieur à une loi nationale.

e) L'initiative des propositions de loi appartient uniquement aux députés.

f) Les accords d'entreprise sont des normes adoptées uniquement par les employeurs.

g) La jurisprudence est une source de droit obligatoire pour tous les tribunaux.

h) Un arrêté municipal peut contredire une loi nationale.

i) Une ordonnance est inférieure à un décret.

j) La séquence suivante est-elle correcte ?

Constitution > Traité international > Loi organique > Décret.

Exercice 2 : Identifier les finalités du législateur

Pour chaque exemple de règle juridique ci-dessous, indiquez les objectifs poursuivis par le législateur :

1. L'interdiction de la vente d'alcool aux mineurs.
2. La fixation de l'âge légal pour la retraite.
3. La création de l'impôt sur la fortune immobilière.
4. La réglementation de la vitesse sur les routes.
5. La reconnaissance du mariage pour tous.
6. L'obligation de vaccination pour certaines maladies.
7. La création d'un revenu minimum d'insertion.
8. La protection des données personnelles.
9. L'interdiction de la discrimination à l'embauche.
10. La mise en place de quotas pour la protection des espèces menacées.

Exercice 3 : Attribution des situations aux branches du droit

Rattachez les situations suivantes aux différentes branches du droit (droit public, droit privé, droit international, etc.) :

1. La gestion des déchets par une collectivité locale.
2. Le divorce d'un couple franco-italien.
3. Le licenciement d'un salarié pour faute grave.
4. La réglementation des pêches maritimes entre la France et le Portugal.
5. Un vol de téléphone portable.
6. L'attribution d'une bourse étudiante par l'État.
7. La création d'une société à responsabilité limitée (SARL).
8. La contestation d'une amende pour stationnement interdit.
9. La délivrance d'un passeport par la mairie.
10. Un conflit de propriété entre deux voisins.

Exercice 4 : Application pratique des règles juridiques

Analysez les situations suivantes et déterminez la règle juridique applicable ainsi que la hiérarchie des normes concernées :

1. Un salarié conteste son licenciement en invoquant un non-respect de la convention collective.
2. Un citoyen refuse de payer une amende pour non-respect d'un arrêté municipal contraire à une loi nationale.
3. Une entreprise multinationale ne respecte pas une directive européenne transposée en droit national.
4. Un individu revendique un droit fondamental garanti par la Constitution mais non pris en compte par une loi ordinaire.
5. Une mairie édicte un règlement qui entre en contradiction avec une directive européenne.

Exercice 5 : Étude de cas sur les finalités du législateur

Pour chaque situation, expliquez les objectifs du législateur et l'intérêt général poursuivi :

1. L'instauration d'une taxe sur les boissons sucrées.
2. La création d'un programme national de prévention des risques naturels.
3. L'obligation de quotas de diversité dans les conseils d'administration des grandes entreprises.
4. L'interdiction des sacs plastiques à usage unique.
5. La mise en place d'un système de bonus-malus pour les véhicules en fonction de leurs émissions de CO2.